

L' Europe à bras le corps

Publié il y a un an, *En finir avec l'Europe*¹, a atteint son objectif. L'Europe n'est plus une évidence pour la gauche radicale. C'est un problème stratégique à prendre à bras le corps. Comment combattre le supranationalisme du capital sans nourrir les démons du nationalisme ? Comment définir une politique internationaliste de classe face à l'injonction morale à défendre l'idée européenne ? Ce dilemme et ce défi sont aujourd'hui discutés dans la plupart des organisations de la gauche sociale et politique. Même si l'hégémonie d'une ligne cohérente tarde à s'imposer, des inflexions sensibles ont eu lieu.

L'assaut mené depuis Bruxelles par le capital transnational et la finance contre les salaires, la protection sociale, les services publics, le droit du travail et, plus récemment, contre toute forme de réglementation, marque profondément la situation. Dans un tel contexte, demander plus d'Europe – c'est-à-dire demander plus de pouvoir pour les institutions qui sonnent la charge – semble incongru. Ce n'est pas que les propositions euro-keynesiennes aient perdues leur cohérence propre, c'est tout simplement qu'elles sont surréalistes. Dès lors, le principe d'une rupture avec les institutions de l'Union Européenne est devenu de plus en plus largement accepté. En pratique, cela veut dire que la thématique de l'autre Europe a cédé la place à celle de la désobéissance. Et l'on ne peut que sans féliciter.

Malheureusement, les formules sont souvent alambiquées. Par exemple, on peut lire dans un récent ouvrage consacré au sujet qu'« engager une démarche de désobéissance européenne ne signifie pas claquer la porte de l'Union »² et, à la page suivante, voir affirmer qu'il faut aller « vers une désobéissance globale aux traités européens » dont on ne voit pas bien en quoi elle diffère d'une sortie de l'UE, fut-ce dans une perspective de refondation...

Il est vrai que l'affaire est délicate. Avec la montée en puissance de l'extrême droite, il est crucial de ne pas céder un pouce sur l'internationalisme. Mais à cet impératif s'en ajoute un autre : définir une stratégie politique pour ne pas perdre la course de vitesse dans laquelle ces forces nous devancent aujourd'hui. En particulier pour tout ce qui touche à l'Europe. Au fond, ce qui fait débat dans la gauche radicale, c'est bien sûr la séquence politique hypothétique qui suivrait une victoire des forces sociales anticapitalistes mais, plus encore, c'est la manière d'aborder l'Europe dans le travail d'agitation et le fait d'assumer ou non une opposition frontale à un cadre supranational construit pour le capital et structurellement organisé en faveur de ses intérêts.

Ce texte revient sur les aspects économique-politiques de la question. D'autres dimensions, notamment celle de la géographie de l'internationalisme ne sont pas ici discutées. Il se nourrit notamment d'une double réaction aux critiques apportées par Jacques Sapir³ et Michel Husson⁴ au livre que j'ai coordonné. Après avoir pointé les

¹ Cédric Durand (ed), *En finir avec l'Europe*, La Fabrique, Paris, 2013.

² *Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire*, Les liens qui libèrent-fondation Copernic-Attac, Paris, 2014, p. 160.

³ Jacques Sapir a publié deux longues notes consacrées à l'ouvrage sur son blog : <http://russeurope.hypotheses.org/1237>. Ma réponse dont je reprend les principaux arguments a été publiée sur le site de contretemps : <http://www.contretemps.eu/interventions/ruse-raison-internationaliste>

limites et les dangers des positions souverainistes défendues par le premier, je vais indiquer les incohérences de la critique systématique des positions anti-euro du second puis esquisser en conclusion l'articulation d'une possible stratégie que je propose d'appeler une ruse de la raison internationaliste. Mais auparavant, il faut peut être insister une nouvelle fois sur ce devrait faire accord.

Ce qui fait accord

L'union européenne est aujourd'hui le site d'où s'impulse la radicalisation des politiques néolibérales ; un espace de prise de décision où la volonté populaire est systématiquement tenue à distance. En outre, la création de l'euro dans le cadre de l'union économique et monétaire a nourri des déséquilibres insoutenables et une polarisation des dynamiques de développement. Depuis 2010, le brutal ajustement à la baisse des salaires, la hausse des impôts indirects et la détérioration drastique des services publics dans les pays de la périphérie ne fait que renforcer le caractère structurellement inégal de la zone et participe de l'activation de rapport semi-coloniaux entre centre et périphérie.

Ce constat commun conduit à une appréciation partagée : l'union européenne et, plus spécifiquement, l'union économique et monétaire sont des dispositifs de pouvoir hostiles aux intérêts de la majorité de la population européenne qui doivent être désignés et combattus en tant que tels par la gauche. Point de salut donc dans le grand bond en avant présenté aujourd'hui par les commentateurs européens comme la seule issue à la crise. Bien au contraire. Tandis que les classes dominantes sont puissamment organisées et coordonnées à l'échelle européenne (et plus largement internationale), les mouvements sociaux et les organisations de gauche demeurent fragmentés géographiquement, profondément ancrés dans les rythmes de leurs espaces nationaux. Ne disposant pas de leviers institutionnels pour investir le champ stratégique européen, les salariés n'influent d'aucune manière l'agenda intégrationniste.

Plus profondément, de par son contenu même, la construction européenne met les peuples à l'écart. Le commerce, la concurrence, la monnaie et la finance sont le cœur des compétences de l'UE. En revanche les questions qui importent directement pour le monde du travail (politiques salariale, protection sociale, politique de l'emploi...) ne sont en tant que telles pas des sujets européens. Ces questions ne sont traitées que négativement, en tant qu'éléments subordonnés devant s'ajuster pour permettre de faire face aux problèmes commerciaux et concurrentiels (la compétitivité) ou monétaires et financiers (la dette, le niveau des prix, la stabilité des marchés financiers). Avec un tel agenda, les grandes multinationales et les institutions financières sont bienvenues sur la scène européenne, les syndicats et les mouvements sociaux nettement moins.

⁴ Michel Husson a publié un long billet sur Mediapart consacré à la critique des positions anti-euro et, pour partie, au point de vue défendu dans l'ouvrage que j'ai coordonné : <http://russeurope.hypotheses.org/1237>. Je lui ai répondu dans le numéro 12 de la revue des livres disponible en ligne : <http://www.revuedeslivres.fr/magazine/numeros-parus/numero-14-numeros-parus/>

Ne pas fétichiser la nation

Les rudiments du proto-état européen sont ainsi structurellement hostiles aux salariés et rendent quasi-impossible l'émergence d'une alternative politique à cette échelle. C'est pourquoi il convient d'œuvrer à une forme de rupture avec l'UE, ce qui implique d'en passer par un recentrage – on le souhaiterait le plus bref possible - sur un l'appareil politique national pour mettre en œuvre des politiques économiques et sociales anticapitalistes.

C'est sur l'appréciation de ce recentrage qu'il y a divergence avec Sapir. A quel titre doit-il être recherché ? Revenons sur le fragment de la conclusion de l'ouvrage qu'il qualifie de « *plus désastreux* » : « *L'Europe n'est pas la question principale pour les gauches sociales et politiques. Leur problème n'est pas de prendre en charge une solution pour l'UE. L'essentiel est de repartir de ce qui est premier dans la crise économique – le chômage de masse* ». Qu'y a t-il de scandaleux dans cette affirmation ? Sans doute le fait qu'elle renvoie dos à dos souverainistes et européistes. Il s'agit en effet d'un refus d'adopter une position de principe sur la question européenne. Cela conduit, d'un côté, à récuser l'injonction faite aux adversaires de l'Europe néolibérale de trouver une solution européenne et à rejeter le prétexte européen avancé de loin en loin pour justifier l'alignement néolibéral de ce qui fut un jour la social-démocratie. Mais, d'un autre côté, le positionnement que l'on défend ne fait pas de l'État-nation une planche de salut en soi. Si la structuration des mouvements sociaux et des gauches politiques au niveau européen est insuffisante, leurs actions au sein de l'espace national bien que davantage articulées demeurent sur un registre fondamentalement antagonique.

C'est ici que l'analogie séduisante faite par Sapir avec la conquête par échelon successif de la souveraineté par la bourgeoisie apparaît profondément erronée. Bien entendu, comme le soulignent aussi Marx et Engels : « *Chaque étape de développement de la bourgeoisie s'accompagnait d'un progrès politique correspondant. Corps social opprimé par le despotisme féodal, association armée s'administrant elle-même dans la commune, ici république urbaine indépendante, là tiers-état taillable et corvéable de la monarchie, puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans la monarchie féodale ou absolue, pierre angulaire des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché, mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'État représentatif moderne.* »⁵.

L'affranchissement des communes correspond en effet bien à une étape essentielle dans l'accumulation spatiale de ressources institutionnelles pour cette force sociale. Mais cette accumulation repose elle-même sur une accumulation de ressources économiques. Hors, rien de tel pour les salariés. Comme le pose un refrain fort connu, « *nous ne sommes rien soyons tout* » est le problème singulier du salariat, ce ne fut jamais celui de la bourgeoisie.

Les salariés n'exercent nulle part un pouvoir économique autonome du capital, leur agir est une puissance antagonique, d'autodéfense. Certes, une guerre sociale de longue haleine a permis de contester « *la souveraineté politique exclusive* » à la bourgeoisie. Les droits politiques, économiques et sociaux acquis de haute lutte

⁵ Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, 1848 (traduction en français de 1893), p. 8. "Les classiques des sciences sociales",

crystallisent des rapports de force ; cependant, en dépit de ces avancées partielles sédimentées au fil de l'histoire des démocraties occidentales, les salariés ne sont jamais parvenus à s'arracher à leur position subordonnée dans les rapports sociaux capitalistes. De manière très différente, les socialismes réellement existants, les régimes bolivariens en Amérique latine, les contre-sociétés communistes en France et en Italie dans l'après-guerre, les Zones d'Autonomie Temporaires des anarchistes contemporains, l'économie sociale et solidaire ou encore les institutions de l'État social ont réussi à préserver partiellement et/ou temporairement des expériences de vie des impératifs de la reproduction du capital. C'est évidemment beaucoup, mais cela ne suffit certainement pas à se dégager de la *subsumption réelle* au capital, c'est à dire de l'incorporation de l'existence sociale et biologique au mouvement général et global de l'accumulation du capital.

Dit autrement, suggérer que l'affranchissement de l'Etat-nation des contraintes néolibérales de l'UE ou de l'UEM puisse représenter pour les salariés le même type de montée en puissance que l'émancipation des communes pour la bourgeoisie est parfaitement abusif. L'hégémonie au sein de l'État-Nation avant l'Europe fut organisée autour des forces du capital et le reste aujourd'hui, y compris bien sûr hors de l'UEM (pensons à la Grande-Bretagne où le gouvernement ne fait pas dans la dentelle question austérité) ou même de l'UE (la Norvège ou la Suisse). Il faut aussi rappeler que le césarisme bureaucratique européen qui répond à la crise contemporaine n'est pas une invention de l'UE. Jan-Werner Müller souligne à raison que « *la mise à distance des pressions populaires et, plus généralement, une profonde défiance de la souveraineté populaire sous-tend non seulement les débuts de l'intégration européenne, mais la reconstruction politique de l'Europe occidentale après 1945 en général* »⁶. Convaincues que les « totalitarismes » jumeaux - nazisme et stalinisme - étaient le produit des « excès » de la démocratie, les élites européennes ont alors opté consciemment pour une conception restrictive de la démocratie.

L'affranchissement de l'État-nation du carcan néolibéral de l'UE n'apporte donc en tant que tel aucune garantie de politique économique progressiste. Pourtant, je considère en effet qu'il est urgent que la gauche assume une rupture claire avec la construction européenne. Le débat avec Jacques Sapir et les souverainistes porte alors sur la séquence qu'il convient d'enclencher et son contenu politico social.

Pour Sapir, la rupture avec l'Euro est première. Elle est non seulement une condition de possibilité d'une politique économique authentiquement de gauche, mais précède même la définition du contenu de celle-ci. Les affects politiques qui portent la rupture européenne sont donc largement indéterminés, ce qui laisse dangereusement la possibilité de faire jouer les ressorts nationalistes.

Je considère, au contraire, qu'il faut d'abord définir les politiques économiques qui répondent à l'urgence sociale que représente le chômage de masse et qui désarment la finance. Ce n'est à mes yeux que sur ces sujets que des identités de classe fragmentées peuvent se coaliser et donner un contenu de classe à la rupture avec les institutions européennes. Jacques Sapir a raison lorsqu'il affirme qu'« *il faut penser l'alliance des groupes sociaux (ou le « bloc historique ») qui peut porter une*

⁶Jan-Werner Müller, « Beyond Militant Democracy », *New Left Review*, n° 73, 2012

politique alternative en Europe. Cette alliance doit être suffisamment inclusive pour être capable de résister aux pressions, tant internes qu'externes, qui se manifesteront lors de la mise en œuvre de cette alternative. Cela implique de penser cette alliance au-delà des frontières des couches inférieures du salariat (ouvriers et employés) même si ce sont elles qui doivent donner le ton de cette alliance. ». Mais si l'on souhaite effectivement que les couches populaires exercent le leadership sur ce nouveau bloc historique, c'est-à-dire que le bloc historique en cours de constitution s'homogénéise à gauche, il faut bien sûr qu'il se nourrisse d'un contenu programmatique de gauche ! Le projet de cette alliance ne peut dès lors être celui, tourné vers le compromis productiviste du passé, celui « *de la reconstitution des marges d'autonomie de l'économie française autour de la défense des conditions de reproduction élargie du modèle social français* ». Il s'agit au contraire d'articuler des réponses immédiates sur le front de l'emploi et contre la finance avec, d'une part, les principes d'un nouveau modèle de développement adapté à une période qui sera marquée durablement par des taux de croissance du PIB très faibles et, d'autre part, des perspectives d'organisation spatiale de l'économie combinant relocalisation, insertion raisonnée dans les chaînes globales de marchandises et construction de communs immatériels globaux.

En somme, le détour national qu'implique la rupture avec l'Europe est pour moi avant tout une ruse de la raison internationaliste ; un mouvement stratégique, pas un ralliement à la chimère de l'indépendance nationale. Ce détour est imposé par le caractère désynchronisé des rythmes de la lutte des classes dans les différents pays européens. Cette désynchronisation ne provient pas seulement – ni même essentiellement – d'héritages historiques distincts mais bien davantage du caractère inégal du développement capitaliste qui résulte de combinaisons productives idiosyncratiques et nourrit des dynamiques sociales et politiques singulières. En Europe, jusqu'à la crise de 2007, on peut ainsi distinguer au moins trois régimes d'accumulation complémentaires mais tout à fait distincts. Dans la périphérie est-européenne, la logique économique dominante est celle d'un régime de prolétarianisation par lequel les populations vivant auparavant dans les économies socialistes ont été progressivement insérées dans les réseaux capitalistes transnationaux, ce qui s'est traduit – une fois le choc transitionnel passé et avant celui de la crise financière – par des gains de productivité importants et des hausses de salaires. En Allemagne, au contraire, la pression de cette armée de réserve a favorisé une grande défaite du salariat manifeste dans la stagnation des salaires et la brutale libéralisation du marché du travail par les réformes Schröder (réformes célébrées aujourd'hui par François Hollande...) et le détricotage des conventions collectives. Dans les périphéries du sud de l'Europe, la dynamique fut toute autre : les excédents des pays du nord ont été recyclés sous la forme de flux financiers qui ont permis notamment une hausse des crédits à la consommation et des crédits immobiliers ce qui a soutenu l'activité, l'emploi et les salaires sans pour autant que la productivité ne suive. Là, les classes populaires et moyennes ont pu connaître une brève période d'amélioration de leur niveau de vie qu'elles payent aujourd'hui au prix fort.

Ces temporalités distinctes donnent un caractère national aux crises politiques qui tranchent les rapports de force entre les classes. Pour autant, les dynamiques nationales bien que singulières ne sont le plus souvent pas discordantes. Au

contraire, du printemps des peuples de 1848 aux révolutions arabes de 2011, en passant par les mobilisations de 1968 et la vague des soulèvements européens de 1917-1923, l'histoire témoigne du fait que l'aspiration à la liberté et à l'égalité est quelque chose d'extrêmement contagieux. Symétriquement, les périodes de recul du salariat, à l'instar des années 1980, tendent à être généralisées.

C'est sur cette subtile articulation entre désynchronisation des rythmes nationaux et expérience commune d'un moment historique que se fonde la ruse de la raison internationaliste. Si toute expérience nationale est fortement contrainte par le régime international qui se surimpose à elle, un événement national porte en même temps en lui un potentiel de contamination susceptible de transformer le régime international. Ainsi, aujourd'hui, la question d'une rupture de gauche avec l'union européenne se pose de manière incontournable pour deux raisons entremêlées : c'est, à la fois, une nécessité pour mettre en échec l'insertion au capitalisme globalisé que défendent les classes dominantes de chacun des pays aux dépens de leurs peuples et un point de passage obligé pour ébranler l'ordre néolibéral européen. La dynamique de crise politique et d'innovation sociale associée à une telle rupture résonnerait immanquablement bien au-delà du pays qui l'initierait. Elle devrait bien entendu générer pour celui-ci des dividendes économiques et sociaux immédiats, notamment du fait de l'abandon des politiques déflationnistes et d'un meilleur ajustement des taux de change. Mais, elle pourrait surtout jouer un rôle propulsif en ouvrant sur la scène européenne et mondiale de nouvelles perspectives socialistes et écologistes pour le XXI^{ème} siècle.

L'embaras européen

Face à l'écueil souverainiste, la gauche radicale se trouve fréquemment paralysée par une forme d'embaras européen. Connaissez-vous le syndrome Canfin ? J'ai découvert ce mal au mois de juin 2013. Il m'apparut lors d'un débat sur Mediapart avec l'actuel ministre de la coopération EELV⁷. Flamboyante en ce cas, la pathologie combine trois dimensions : d'abord, le malade proteste avec véhémence de son engagement plein et radical pour une Europe de gauche, arguant qu'il a été jusqu'à arborer un T-Shirt « Stop Barroso » ; il assume ensuite une loyauté sans faille dans un gouvernement qui endosse le projet néolibéral européen (l'adoption du TSCG) et mène une politique économique encouragée par la commission Barroso (l'austérité, le pacte de compétitivité, l'ANI et maintenant le pacte de responsabilité) ; il en appelle enfin à la démocratie et à la force de ses sentiments européens pour justifier le grand écart, les équilibres politiques continentaux imposant une orientation qu'il admet volontiers être fort éloignée de ses aspirations socio-économique profondes.

Ce cas illustre un problème plus général : un projet de gauche peut-il faire l'économie d'un affrontement avec l'Europe ? On l'a dit, au sein de la gauche radicale tout le monde convient que les politiques menées par l'union européenne sont néolibérales, l'euro est un projet désastreux pour les salariés et l'un comme l'autre doivent être combattus avec une détermination sans faille. Ce qui fait débat c'est de savoir s'il convient d'expliquer politiquement que la rupture est une condition indispensable à une politique de gauche conséquente ? ou bien s'il est préférable de cultiver

⁷ En direct de Mediapart, 27 juin 2013, http://www.dailymotion.com/video/x11bt5i_en-direct-de-mediapart-en-finir-avec-l-europe-ou-pas_news

l'ambiguïté afin de ne pas prendre le risque de renforcer les forces nationalistes, de conserver un « *moyen de pression décisif dans le bras de fer avec la finance et les institutions européennes* » et, enfin, de ménager l'idée européenne ?

Sur le premier point, la crise a fait son œuvre et bien peu espèrent encore à gauche en une transformation progressiste de l'UE. La sauvagerie des politiques de dépossession mises en œuvre à travers l'austérité et les réformes structurelles s'accompagne d'une transformation qualitative de l'UE : le grand saut en avant dans l'intégration procède d'une dé-démocratisation que nous avons qualifié avec Razmig Keucheyan de *césarisme bureaucratique*. Le renforcement de la BCE et le mécanisme de la règle d'or donnent *post mortem* raison à Hayek sur le caractère foncièrement pro-marché des avancées fédéralistes dès lors que le principe de concurrence est entériné. On comprend mieux ici la rationalité de la seconde récession que s'est auto-infligée le continent depuis 2011 : comme l'a souligné le président de la BCE Mario Draghi⁸, le plongeon économique et social enclenché par les mesures d'austérité permet d'en finir avec le modèle social européen. C'est une attaque en règle contre la cristallisation institutionnelle de 150 ans de luttes ouvrières dont l'objectif est de livrer la force de travail, nue, dévalorisée et désarticulée à son exploitation par le capital. Mais cette stratégie a quelques fâcheux effets secondaires, en particulier celui de tourner en ridicule le délire narcissique qui s'était emparé d'une partie des élites européennes dans les années d'avant crise⁹. Qu'il semble loin le temps où Jeremy Ryfkin, Jürgen Habermas ou Marcel Gauchet pouvaient écrire que la construction de l'UE dessinait une route vers « *une nouvelle terre promise* » et devait servir de « *modèle* » démocratique, écologique et social pour les nations du monde....

Reste donc à discuter la manière d'aborder cette rupture avec l'UE. La ruse de la raison internationaliste que je défend considère que l'affranchissement du carcan néolibéral de l'UE n'apporte à elle seule aucune garantie de politique économique progressiste ; l'État-nation n'est pas un refuge. Je rejoins en cela Michel Husson lorsqu'il dénonce la sortie sèche de l'Euro comme une erreur stratégique et avance que « *la rupture avec l'eurolibéralisme n'a de sens que si elle se fait au nom d'un programme de rupture avec l'ordre néolibéral à l'intérieur de chaque pays* ». Le problème est que la position de Michel Husson, bien qu'admettant formellement la nécessité d'une rupture, ne cesse dans le fond de la rejeter.

Son texte est ainsi exclusivement concentré sur les faiblesses, les ambiguïtés voire les incohérences des argumentations de Jacques Sapir, Frédéric Lordon et Emmanuel Todd. Faisant feu de tout bois, le fil du sens politique se perd. Prenons un seul exemple, la question du financement du déficit extérieur dans laquelle Husson voit la première erreur stratégique majeure.

La sortie de l'euro entraînerait immédiatement une fuite des capitaux. Or, nous dit Husson, la mise en place d'un contrôle des capitaux qu'autorise l'abandon de la monnaie unique ne suffirait pas. En effet, pour un pays comme la France dont la balance commerciale est déficitaire, il faut continuer à attirer des capitaux. Dès lors, « *la sortie de l'euro donnerait aux marchés financiers un moyen de pression extraordinaire à travers la spéculation sur la nouvelle monnaie et déclencherait un*

⁸ Interview au Wall Street Journal du 23 février 2012 : <http://blogs.wsj.com/eurocrisis/2012/02/23/qa-ecb-president-mario-draghi/>

⁹ Perry Anderson, *Depicting Europe*, *London Review of Books*, vol. 29, n° 18, September 2007. <http://www.lrb.co.uk/v29/n18/perry-anderson/depicting-europe>

cycle inflation/dévaluation qui mettrait à bas toute velléité de politique alternative ». Rester dans l'euro ne change cependant rien à l'affaire. Une politique alternative au sein de l'euro enclencherait immédiatement des mesures de rétorsions de la part du capital ce qui se traduirait par un reflux des capitaux et une spéculation, non pas sur le cours de la monnaie – ce qui est impossible avec une monnaie unique - mais sur les taux d'intérêts. Comme la crise de la périphérie européenne l'a amplement démontré ces dernières années, une spéculation sur les taux d'intérêts a des effets tout aussi déstabilisateurs qu'une spéculation sur les taux de change.

Sortie de l'euro ou pas, aucune expérience politique de gauche un tant soit peu ambitieuse ne peut s'exonérer de la question de la confrontation avec le capital et de ses lignes de fuite internationales. Il faut en passer par des mesures défensives au premier rang desquelles une restriction de la liberté de circulation du capital et des marchandises. Il y a quelques années, dans le cadre d'un débat sur le protectionnisme, Michel Husson reconnaissait qu'une politique de transformation sociale nécessitait de « *mettre en place des mesures coercitives d'encadrement* ». Il ajoutait même, « *il faut le dire avant* »¹⁰. Ce que nous a appris la crise de la périphérie européenne c'est que dans le cadre de la monnaie unique la seule stratégie de défense face aux attaques spéculatives consiste à implorer la pitié de la BCE, de la commission et des autres gouvernements de la zone euro pour qu'ils consentent à organiser la solvabilité de l'État menacé. Toute autre mesure revient à quitter l'UEM (contrôle des capitaux) ou l'UE (restrictions commerciales). Il faut le dire ! Et il faut en tirer des conclusions politiques : si la gauche radicale est en position de gouverner dans tel ou tel pays, va t-elle négocier les conditions d'application de son programme avec Barroso, Draghi, Merkel ou leurs successeurs ? Le syndrome Canfin, voilà le danger.

L'embaras de l'auteur, on le saisit en filigrane, porte sur l'analyse de l'espace européen en tant que champ stratégique et sur l'attitude à adopter face à l'ombre de l'extrême droite. Les deux ne sont d'ailleurs pas sans lien. En effet, défendre le cadre européen est souvent perçu comme étant le moyen le plus sûr de couvrir le chant des sirènes nationalistes. Or il n'en est rien. En suivant un tel schéma la gauche s'enferme dans un piège mortifère : elle abandonne à l'extrême droite le terrain de l'opposition au principal projet des classes dominantes de ces dernières décennies, alors même que c'est de son camp que les critiques les plus acérées et les plus destructrices viennent. Elle abandonne aussi une certaine forme de cohérence : contre l'UEM et contre le traité de Lisbonne, nous argumentions qu'il fallait d'urgence construire une autre Europe, que celle-ci allait semer la désespérance sociale et finir par dresser les peuples les uns contre les autres ; ce projet est désormais réalisé et il déchaîne sa violence structurelle contre les populations. Dans ces conditions, le défendre, fut-ce pour le transformer, est difficilement compréhensible. Surtout si l'on explique par ailleurs que la rupture est inévitable...

Comme le souligne Immanuel Wallerstein, les transformations des frontières étatiques ont un contenu de classe : « *il est possible pour des groupes sociaux particulier de tirer partie des l'altération des frontières étatiques, d'où les mouvements de sécession (ou d'autonomie) et les mouvements d'annexion (ou de*

¹⁰ Le protectionnisme, est-ce la bonne solution ?» Entretien entre Michel Husson et Jacques Sapir publié en 2006 dans *Les Cahiers de Louise*, et disponible sur le site de *Contretemps*.
<http://www.contretemps.eu/archives/protectionnisme-est-ce-bonne-solution>

fédération) »¹¹. La construction européenne a permis aux classes dominantes de déplacer les rapports de force sociaux à leur avantage, isolant des pans entiers de la politique économique de toute possibilité d'influence de la part des salariés. Défaire celle-ci dans le cadre d'un projet politique de gauche aurait un contenu de classe inverse. C'est même peut être la seule façon de permettre aux gauches européennes de se donner une substance commune. Le paradoxe n'est ici qu'apparent. L'appartenance à l'UE n'implique en effet aucunement des régimes économiques synchronisés qui conduiraient à aligner les subjectivités et les résistances. C'est même le contraire qui se produit dans la mesure où les dynamiques inégales du développement capitaliste à l'échelle du continent ont contribué à la formation de trajectoires socio-politiques fortement divergentes.

Une ruse de la raison internationaliste

Une stratégie partagée par les gauches européennes pourrait alors s'articuler autour de trois principes. Le premier est l'affirmation d'un programme qui permette de répondre à la crise économique, sociale et écologique. Le financement public d'un plan massif de création d'emploi dans les secteurs où les besoins sociaux sont les plus forts et les gains de productivité les plus faibles comme l'éducation, la santé, l'environnement, le logement, la qualité de vie, les loisirs, l'agriculture de proximité est une mesure qui associe réponse à l'urgence sociale et sortie du productivisme. Un tel plan nécessite de saper la souveraineté des marchés financiers, ce qui implique une annulation de la dette et une socialisation des banques qui de toutes façons n'y survivraient pas. Ces dispositions sont éminemment incompatibles avec l'acquis communautaire européen : la libre concurrence et la libre circulation du capital et des marchandises constituent le cœur même de ce sur quoi il faut agir pour porter une stratégie alternative. Dès lors, et c'est le second principe, il faut assumer une rupture avec le cadre européen. Ce n'est certes pas une fin en soi, mais c'est un moyen indispensable. Dit autrement, si la rupture avec l'Europe n'est pas nécessairement progressiste, toute expérience de gauche passe par une rupture avec le socle institutionnel de l'Union Européenne et, en particulier, de l'UEM.

Le troisième principe est celui de l'extension internationaliste. Où qu'elle se produise, la crise politique enclenchée au niveau national aura immédiatement une résonance puissante par delà les frontières. Le nouveau pouvoir devrait s'adresser sans tarder aux peuples de la région et au-delà, exposer les raisons de la rupture et faire des propositions coopératives aussi pédagogiques et spectaculaires que possible. Les options ne manquent pas : on peut par exemple penser à la mise en libre circulation des brevets, l'annulation des créances passées, la proposition d'une monnaie commune dont les règles de fonctionnement favoriseraient des relations équilibrées entre les pays en faisant peser une partie de l'ajustement des balances commerciales sur les pays excédentaires et non sur celle des seuls pays déficitaires ou encore des coopérations industrielles et institutionnelles tournées vers la transition écologique et le développement des services publics.

¹¹ Immanuel Wallerstein, « Class conflict in the world economy » in *The capitalist World Economy*, Cambridge University Press, 1979, p. 292.

Le débat européen est un champ de mine pour la gauche radicale. Craignant de perdre son âme internationaliste, elle frôle la paralysie, laissant le champ de l'europhisme conséquent à l'extrême centre et celui de l'alternative à l'extrême droite. Ces adversaires prospèrent sur la confusion de nos arguments. Pourtant, est-ce si difficile de dire que l'internationalisme par en bas exige de rompre avec le supranationalisme du capital ? C'est, il me semble, un moment de clarification dont nous ne pouvons faire l'économie.